



*LE BUREAU DE C.D. HOWE :
**Canada – Investissement et
mondialisation***

L'honorable Jim Prentice, C.P., C.R.

Premier vice-président à la direction et vice-
président du conseil

Banque Canadienne Impériale de Commerce
Allocution prononcée devant le Canadian Club of
Toronto

Le 8 mars 2011

Priorité au texte prononcé

Merci de votre aimable présentation.

Comme vous le savez peut-être, la magnifique ville qu'est Toronto fait partie de l'histoire de ma famille. Mon père a brièvement porté les couleurs des Maple Leafs. De fait, il aura été le plus jeune joueur de l'histoire de la franchise.

Dans les années 1940, il a revêtu l'uniforme des Maple Leafs le temps de disputer quelques rencontres. Il a toujours dit qu'il ne faisait que passer. En effet, alors qu'il n'était qu'un enthousiaste

joueur d'à peine 17 ans, portant ses patins dans le vestiaire, il a marché sur le pied de son coéquipier Babe Pratt. À la suite de cet incident, Babe Pratt a été sur la touche pendant de nombreuses semaines, et mon père a été définitivement retourné dans les ligues mineures.

J'ai aujourd'hui ma toute première chance de m'exprimer publiquement depuis que j'assume mes nouvelles fonctions à la Banque CIBC. Dans le contexte de celles-ci, j'ai la responsabilité d'aider à la croissance de nos entreprises et de rechercher de nouvelles occasions pour nos clients, tant sur le plan national qu'international.

Les banques canadiennes sont des institutions extrêmement importantes à l'échelle du pays et elles ont une longue histoire. C'est probablement pour cette raison que ma transition vers le secteur privé s'est faite sans heurt. La courbe d'apprentissage a été une pente prononcée qui ne s'est jamais vraiment adoucie. J'ai toutefois pu bénéficier de l'appui et de la patience de nombreuses personnes.

Ma transition de la vie publique à la vie privée a renforcé mon opinion de longue date quant à l'importance d'un dialogue ouvert entre les gouvernements et le secteur privé. Lorsque j'occupais un poste de ministre, j'ai toujours adhéré à la ligne de pensée selon laquelle « on ne peut parvenir à l'excellence en matière de politique publique sans parler aux gens. » Et, pour le dire franchement, sans l'excellence, nous pourrions

difficilement continuer à édifier notre magnifique pays.

Ce fait est d'autant plus vrai aujourd'hui, alors que les gouvernements, les entreprises et les institutions financières prennent des décisions qui façonneront les visées internationales du Canada et influenceront notre accès à l'investissement en capital à l'échelle mondiale. Le monde connaît actuellement la plus importante augmentation de capital de l'histoire de l'humanité et le Canada est bien placé pour tirer parti de cette croissance.

Et pour gagner, nous devons jouer la partie. Les leaders du secteur des affaires et des gouvernements aideront à établir le plan de match. La question que nous devons nous poser est la suivante : « Que devons-nous faire pour réussir? ».

Comme vous le savez sans doute, ma vie publique m'a beaucoup plu.

Pendant un certain temps, j'ai été ministre de l'Industrie du Canada. Je travaillais alors dans une pièce située au tout dernier étage d'un immeuble nommé en l'honneur de Clarence Decatur « C.D. » Howe, et j'étais assis à son bureau.

C.D. Howe était un homme intelligent, motivé et visionnaire. Il était également à l'affût des potins. Il avait la réputation de connaître tous les secrets du conseil des ministres. C.D. Howe avait une personnalité hors du commun, et le bureau sur

lequel il travaillait était à son image – en fait, c'était davantage une massive table de travail. C'est de cet endroit que, lors des décennies du milieu du siècle dernier, C.D. Howe, l'homme qu'on appelait le « ministre de Tout », a contribué à bâtir le cadre industriel moderne du Canada.

C'est également de ce même bureau qu'il a mis en œuvre avec dynamisme une stratégie industrielle qui reposait autant sur le reste du monde que sur le Canada. Il était conscient que l'accès au capital d'investissement était la clé du développement de notre pays. Il a donc plaidé en faveur d'une ouverture directe à l'investissement étranger en vue de développer l'économie canadienne moderne : industries lourdes et voies maritimes; routes et pipelines; aéroports et universités. Il a aidé à ce que l'on finance des entreprises gagnantes afin de construire le Canada dans lequel nous vivons présentement.

Lorsque j'étais assis à ce bureau, au cours de la première décennie du siècle actuel, j'ai souvent réfléchi à la façon dont les facteurs contribuant à la croissance économique avaient changé depuis l'époque de C.D. Howe.

Sous au moins un aspect essentiel, le Canada du temps de C.D. Howe ressemblait au nôtre. Le Canada est un pays peu peuplé, mais son potentiel est immense; cela était vrai à l'époque et le demeure encore aujourd'hui. Il s'agit d'un potentiel que nous ne pourrions concrétiser que si nous participons

pleinement à l'économie mondiale. Pour y parvenir, il nous faut avoir accès aux capitaux internationaux et être innovateurs, animés de l'esprit d'entreprise et prêts à adopter une approche axée sur les échanges commerciaux.

À l'époque de C.D. Howe, pour le Canada, jouer un rôle sur la scène internationale se traduisait simplement par l'ouverture de nos frontières aux investissements directs de l'étranger afin de faire entrer des capitaux dans l'économie intérieure canadienne.

De nos jours, le Canada fait partie des pays les plus présents à l'échelle internationale, en plus d'être un important exportateur et importateur de capitaux.

Voici quelques exemples.

L'investissement direct à l'étranger du Canada a considérablement augmenté. En 1980, lorsque je terminais mes études universitaires, la valeur de l'investissement direct canadien à l'étranger équivalait à 9 % de notre PIB.

Nous n'occupions alors pas un grand rôle.

En 2000, cette proportion s'élevait à 33 %. En 2009, l'investissement direct canadien à l'étranger se chiffrait à 42 % de notre PIB.

Au cours de cette même période, les fusions et acquisitions canadiennes ont commencé à se mondialiser. En 2000, du côté de la valeur, les deux tiers de ces activités de fusion et acquisition des entreprises canadiennes se faisaient à l'intérieur de nos frontières, alors que le tiers se faisaient à l'extérieur de celles-ci. En 2008, c'était l'inverse : le tiers des activités se faisaient à l'intérieur de nos frontières, alors que les deux tiers d'entre elles visent des entreprises étrangères.

La mondialisation s'accélère. Mondialement, la demande en capital d'investissement est sur le point de dépasser ce que nous avons pu connaître par le passé. Tous les marchés émergents du monde participent à cet essor de l'investissement et, le moment venu, ils exerceront une pression concurrentielle considérable sur la disponibilité et le coût des capitaux.

Nombre d'entre vous ont dû avoir l'occasion de voyager dans la région Asie-Pacifique et peut-être avez-vous eu la même réaction que moi à mon premier voyage à Beijing. Ce voyage a changé la manière dont je voyais les villes, les économies et les êtres humains. Il a également confirmé mon opinion sur ce que le Canada doit faire pour concurrencer les autres pays.

Beijing est une ville de 30 millions d'habitants, ce qui équivaut à peu près à la population du Canada. Beijing n'illustre pas que l'émergence de la Chine. Cette métropole représente la *réémergence* de la

Chine devenue la force dominante du commerce mondial.

Cette ville témoigne également de la façon dont notre planète s'urbanise. Par rapport à il y a 8 ans, environ un demi-milliard de personnes de plus vivent dans des villes. Dans 10 ans, la Chine aura à elle seule 44 villes de taille supérieure à Toronto, alors que l'Inde en aura 11. Ensemble, la Chine et l'Inde auront 200 villes plus grandes que Calgary, ma ville natale.

Maintenant, prenons la transformation qui s'est opérée à Beijing et en Chine au cours des dix dernières années et imaginez si à peine la moitié de ce changement venait à s'étendre au reste du monde en développement. Songez aux investissements qui seraient requis pour répondre à la demande provenant du reste de la Chine, de l'Inde, de l'Indonésie, du Mexique et du Brésil. La demande en nouveaux logements, en systèmes de transport, en réseaux d'aqueduc, en usines, en bureaux, en centres commerciaux, en hôpitaux et en édifices gouvernementaux.

Imaginez le taux d'investissement requis par cet état de fait, alors qu'il se poursuivra non pas pendant des années, mais pendant des décennies.

Tout cela portera l'investissement à un niveau jamais atteint. Lorsque j'étais plus jeune et que je terminais mes études universitaires, au début des années 1980, le monde sortait d'une période de très forte

expansion de l'industrie du bâtiment. Il y a 30 ans, les investissements mondiaux en infrastructure et en production étaient estimés à 4,5 billions de dollars par année. À l'époque, cette donnée semblait énorme.

Mais en 2008, ces investissements avaient plus que doublé, pour se chiffrer à 10,7 billions de dollars par année.

Voyons maintenant ce qui nous attend. Les estimations pour 2030 s'élèvent à 24 billions de dollars. En d'autres termes, le monde investira 5 à 6 fois la somme qu'elle consacrait aux infrastructures au début des années 1980, et ce, d'année en année.

Dans un tel monde, le Canada ne peut se permettre de demeurer passif. Nous devons être ambitieux. Nous devons être inspirés par l'esprit d'entreprise. Nous devons également être pragmatiques afin de bien nous placer et d'affronter la concurrence dans le but de gagner.

Nos matières premières seront sans aucun doute en demande. On peut penser à l'énergie, aux denrées alimentaires, aux métaux, au bois d'œuvre...

Mais, tout comme à l'époque de C.D. Howe, nous devons nous considérer comme beaucoup plus que des coupeurs de bois et des piseurs d'eau.

- Nous devons diversifier l'économie canadienne à l'extérieur du marché nord-américain et de son caractère rassurant.
- Nous devons nous hisser plus haut dans la chaîne des valeurs de nos matières premières en exploitant mieux nos ressources naturelles.
- Nous devons mieux présenter ce que nous avons à offrir au reste du monde, faire valoir notre capacité en leadership mondial, et réussir dans les domaines où nous excellons et sommes admirés, y compris en ce qui a trait à l'eau propre, à l'éducation et à la santé.
- Nous devons permettre à nos chefs de file sur la scène mondiale d'être concurrentiels et de réussir, qu'ils œuvrent dans le secteur de l'aviation, de l'exploitation minière, de l'énergie, de la fabrication, des services financiers ou de la technologie de l'information.
- Et, de manière plus importante pour Toronto, nous devons veiller à demeurer dans une position de leader dans les marchés des capitaux à l'échelle mondiale.

Je n'insinue pas que ce sera simple. Personne ne restera immobile. La confrontation se déroulera sur un fond d'avidité concurrence mondiale, dont une importante compétition à l'égard des capitaux.

Sur le plan des biens, nous faisons partie des plus fortunés de ce monde. Nous sommes à peine 35 millions de personnes et possédons plus que notre juste part des terres émergées et des ressources de la planète. Par contre, sans capitaux, notre avenir se résumera à la coupe de bois et au puisage d'eau.

J'ai fait plus que ma part pour ce qui est de couper du bois et de puiser de l'eau. Pendant mes études universitaires, j'ai travaillé « au bas de l'échelle » dans les mines de charbon d'Alberta. Le dur labeur n'est pas synonyme de honte.

Mais de nos jours, nous sommes chefs de file mondiaux de bien nombreuses façons.

Alors que j'occupais des fonctions au conseil des ministres du Canada, j'ai été étonné à quel point, peu importe où je me rendais dans le monde, les gens m'approchaient pour me dire que le Canada était un modèle pour eux.

Bien qu'il ne faille pas pécher par excès de confiance, puisque l'orgueil démesuré et le désastre font bon ménage, l'image de marque de notre pays est forte et on nous admire partout dans le monde.

En réalité, la demande en capitaux n'a jamais été aussi élevée. La demande mondiale en capitaux est en croissance. Il en va de même pour celle du Canada.

D'ici 2015, l'investissement en capital cumulatif dans les sables bitumineux atteindra 93 milliards de dollars.

Une fois de plus, notre secteur manufacturier devrait connaître une croissance puisque, en raison de la force de notre dollar, il investit dans des améliorations au niveau de la productivité. De plus, des projets hydroélectroniques d'une valeur supérieure à 40 milliards de dollars sont actuellement à l'étude.

Pour un pays de la taille du Canada, ces besoins en capitaux sont plutôt énormes.

Ceci nous amène à nous pencher sur la proposition de fusion entre la Bourse de Londres et le Groupe TMX.

La Bourse de Toronto, fondée en 1861, a bien servi les Canadiens à une époque où les choses étaient plus simples, en rassemblant des capitaux canadiens pour des projets en sol canadien.

Nous sommes à l'orée de la prochaine phase de mondialisation des marchés financiers, à savoir qu'il n'y aura plus qu'un petit nombre de bourses internationales dominantes en propriété conjointe.

À quoi ressemblera donc l'avenir? Compte tenu de nos énormes besoins en capitaux, de quelle manière le Canada recourra-t-il à des fonds de capitaux et de liquidités plus profonds et plus vastes? De quelle

manière pourrions-nous composer avec la hausse de la demande en capitaux pour combler nos besoins?

Selon moi, ce n'est pas une question d'idéologie ou de mots se terminant par « isme ». Nous devons plutôt nous positionner de façon à être concurrentiels et à gagner. Nous devons promouvoir les intérêts canadiens.

Lorsqu'ils envisagent la fusion entre la Bourse de Londres et le Groupe TMX, les Canadiens doivent être assurés d'un certain nombre de choses, dont les trois que voici :

Nous avons premièrement besoin d'un accès continu à des capitaux canadiens et mondiaux afin de stimuler la croissance canadienne. Nous formons un petit pays ayant un gros appétit pour les capitaux, et nos besoins, bien qu'ils ne soient pas uniques, sont distincts. Dans le monde, aucun autre pays ne mène des projets énergétiques à une vitesse et une échelle comparables au Canada. Voici trois exemples :

- les sables bitumineux;
- les pipelines vers le sud et l'ouest;
- les projets hydroélectriques.

Ensuite, la proposition de fusion porte davantage sur le contrôle réglementaire que sur la propriété. Le Canada doit conserver sa capacité de réglementation afin de promouvoir nos intérêts nationaux. Nous ne devons pas réduire la force des règlements

canadiens qui nous ont tant aidés pendant la crise financière.

En tant que Canadiens, je suis d'avis que nous préférons adopter des solutions mondiales pour répondre aux défis mondiaux. Cette idée est certainement applicable dans les domaines du droit et du commerce. Par contre, du côté des services financiers, le Canada a été mieux servi en faisant la promotion des règlements canadiens selon moi. Nous avons géré notre pays de manière stricte et disciplinée. Cette excellente gestion a été profitable aux consommateurs canadiens, aux entreprises canadiennes et aux contribuables canadiens.

Essentiellement, la manière dont les normes canadiennes s'intégreront aux normes de Londres demeure nébuleuse. Et, en fait, le débat « on ne peut plus canadien » portant sur la réglementation nationale des valeurs mobilières est maintenant remplacé par un débat plus complexe portant sur la manière dont les réglementations provinciales et fédérale seront intégrées dans un cadre mondial.

En troisième lieu, le rôle des villes de Montréal, de Calgary, de Vancouver et, plus particulièrement, de Toronto à titre de participantes dans la finance internationale doit être élargi, et non réduit. Nous devons veiller à ce que « l'esprit et la gestion » de la finance canadienne ne migrent pas vers Londres, ou encore vers New York ou Hong Kong.

Soyons francs en parlant du Groupe TMX et de la Bourse de Londres. La vraie question ne consiste pas à savoir qui possède les murs. Le véritable aspect dont il faut tenir compte, c'est que le Groupe TMX, en tant que chambre de compensation des capitaux, est bien plus qu'un actif stratégique. Il fait partie des composantes fondamentales de la formation de capitaux au Canada et de l'économie canadienne.

Bien que peu nombreuses, il existe des études sur la fusion des Bourses. Celles-ci révèlent que les fusions peuvent avoir une incidence sur les liquidités et, par le fait même, sur le coût des capitaux. Les fusions ont également un impact sur des sociétés de différentes tailles, et ce, de différentes manières. La taille des sociétés, le secteur d'activité et l'emplacement d'une Bourse sont des facteurs qui influencent différemment les personnes à la recherche de capitaux.

Donc, lors de la prise en considération de toute proposition de fusion, nous devons nous assurer qu'elle cadre dans les intérêts de toutes les sociétés à la recherche de capitaux, que ce soit des sociétés à portée internationale accédant aux marchés mondiaux ou de jeunes entreprises minières accédant aux marchés des capitaux pour la toute première fois.

Les événements actuels font ainsi en sorte que les Canadiens doivent évaluer les avantages pratiques plutôt que l'idéologie de la fusion des Bourses.

Nous devrions concentrer nos efforts pour déterminer les conditions précises que cette transaction ou toute transaction future doit respecter afin de s'assurer que les marchés des capitaux du Canada continuent à connaître du succès et à prospérer. La question à laquelle nous devons répondre est la suivante : « Quelles sont les modalités nationales qui doivent être respectées pour qu'une fusion soit sensée? » En l'absence de telles conditions précises, appliquées en permanence, les décisions que prendront subséquemment les dirigeants pourraient diminuer la force et la vitalité des marchés des capitaux du Canada. Nous ne devons pas laisser cela se produire.

Au Canada, la visée a toujours été de faire les choses correctement.

Nous formons une nation qui a fièrement émergé sur la scène internationale en tant que démocratie respectée et riche, qui, en raison de ce qu'elle a accompli, est enviée partout. Notre société est unie. Nous respectons la primauté du droit. Nous sommes ouverts et accueillants. Nous avons bâti d'incroyables infrastructures pour le transport, l'éducation et les soins de santé. Nous sommes bien gouvernés et nos finances publiques et nos systèmes bancaires figurent parmi les meilleurs du monde.

Il faut dire que le Canada et ses gouvernements font un excellent travail sur le plan fiscal depuis plus de 15 ans. Afin de demeurer concurrentiels, nous

devons poursuivre cet engagement à l'égard d'une politique fiscal intelligente.

De saines finances publiques sont nécessaires, mais elles ne suffisent pas.

Pour demeurer concurrentiels, nous devons continuer de mettre l'accent sur les éléments suivants :

- rassurer les investisseurs internationaux que le Canada demeure ouvert au commerce;
- déployer des efforts afin de conclure de nouvelles ententes de libre-échange;
- rationaliser les règlements afférents aux projets d'infrastructure majeurs;
- mettre en place des institutions postsecondaires innovatrices, concurrentielles et de premier plan;
- s'assurer d'abord et avant tout que les sociétés canadiennes disposent d'un accès adéquat à des capitaux.

Il s'agit d'une question d'être concurrentiel sur les marchés internationaux et d'être victorieux. Il s'agit d'être en mesure de profiter des investissements internationaux qui transformeront notre pays et notre planète.

J'ai commencé ce discours en vous parlant du lien qu'entretient ma famille avec le hockey. En tant que

Canadiens, nous avons toujours compétitionné dans le but de gagner. Tant au hockey que dans les affaires.

En réalité, le Canada peut relever avec succès les défis que pose cette phase d'expansion de l'investissement mondial si nous possédons les fondements fiscaux adéquats, si l'orientation de notre politique est la bonne et si nous avons l'accès nécessaire aux capitaux.

C'est également une question d'attitude, d'audace et de désir de compétitionner et de gagner. Et je suis convaincu qu'à cet égard, nous avons toutes les qualités requises.

Merci.